



Alors que la bataille pour la succession de Paul Biya est lancée au Cameroun, un mouvement est né pour porter la candidature de son fils. Si l'initiative commence à faire grand bruit dans le pays, Franck Biya ne s'est jamais prononcé sur le sujet. Un ballon d'essai pour préparer l'opinion à une succession dynastique?

Si le septennat de Paul Biya, 88 ans dont 39 au pouvoir, court jusqu'en 2025, la question de la succession à la magistrature suprême est aussi au cœur de l'actualité politique depuis sa réélection de 2018. Le sujet agite tous les camps rivaux et alimente les débats. Comme pour en rajouter aux nombreuses hypothèses qui courent déjà dans l'opinion, un groupe de pression dénommé «les Franckistes» - qui rassemble en son sein des hommes politiques, des hommes d'affaires et des personnalités proches du pouvoir- et réuni au sein du «Mouvement citoyen des Franckistes pour la paix et l'unité du Cameroun» entend porter la candidature de Franck Biya, fils de Paul Biya pour assurer la «transition générationnelle» prônée par le Président lui-même. Pour Jean Marie Anaba, secrétaire à la communication de ce mouvement, bien qu'existant depuis 2013, le fort déploiement actuel émane justement «du message du chef de l'État à la jeunesse au soir du 10 février, parlant de la transition générationnelle».

«Nous avons donc saisi la balle au rebond. Nous nous sommes posé la question de savoir, quel est le jeune qui incarne le mieux cette vision-là, nous avons remarqué que

c'est Franck Biya. Il est juste le symbole de ce Cameroun auquel nous aspirons. Mais ce mouvement n'est pas une branche du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, parti au pouvoir). C'est un mouvement qui est ouvert à tous les Camerounais de tous les partis politiques », souligne-t-il au micro de Sputnik.

Bien que Franck Biya n'ait jamais réagi officiellement face à toutes ces sollicitations et agitations autour de sa personne, ledit mouvement dit être très proche du concerné et que le silence de l'homme « pourrait être stratégique ».

Préparer l'opinion?

Âgé de 49 ans, Franck Biya, fils aîné du Président, n'a pourtant jamais manifesté un quelconque intérêt pour la chose politique dans le pays. Il n'a jamais brigué de mandat politique et ne figure non plus dans aucun organigramme officiel. Le très discret homme d'affaires est pourtant de plus en plus pointé du doigt comme un potentiel dauphin de son père. Une hypothèse renforcée ces derniers jours par ce mouvement qui s'en revendique. D'ailleurs, le sujet est largement repris depuis peu à la une des journaux dans le pays et fait l'objet de nombreuses sorties sur les réseaux sociaux.

Si certains n'y accordent que très peu d'importance pour le moment, beaucoup y voient un ballon d'essai orchestré par Yaoundé pour sonder l'opinion publique. Pour Njoya Moussa, analyste politique et universitaire camerounais, dans un contexte où tout le monde pense à l'après-Biya, « il faudrait envisager divers scénarios et schémas de la transition, voire d'alternance à la tête du pays ».

« Certains estiment que Franck Biya serait le meilleur gage de la continuité du régime actuel. D'autres estiment qu'il faudrait trouver un autre candidat à l'intérieur du système et d'autres pensent qu'il faudrait préparer un candidat beaucoup plus apte et consensuel avec l'opposition pour pouvoir éventuellement succéder au Président actuel qui, quoi qu'on en dise, a un âge très avancé et sera appelé à passer la main », commente-t-il au micro de Sputnik.

Comme un air de déjà vu

Si le sujet passionne autant l'opinion, c'est aussi parce que les exemples de successions dynastiques sont légions dans l'histoire récente de l'Afrique subsaharienne. Tout près du Cameroun, au Gabon voisin, Ali Bongo au pouvoir depuis 2009 avait succédé à son père Omar au terme de quatre décennies de règne sans partage. Dans un autre pays frontalier du Cameroun, la Guinée équatoriale, le même scénario semble en voie de se dessiner. En faisant de son fils Teodoro Nguema Obiang Mangue, son vice-Président, le Président Teodoro Obiang

Nguema Mbasogo, au pouvoir depuis 1979, ne cache pas son intention de perpétuer la dynastie. Toujours en Afrique centrale, l'assassinat en 2001 du Président Laurent-Désiré Kabila a eu pour conséquence de porter son fils, Joseph, aux commandes de la République démocratique du Congo (RDC), qu'il gouverna pendant 18 ans.

Un peu plus loin dans le temps et dans l'espace, l'actuel Président du Togo Faure Gnassingbé a tout simplement succédé, en 2005, à son père Eyadéma, mort en exercice après près de quatre décennies de pouvoir.

De nombreux exemples recensés sur le continent, aux issues diverses, mentionne Moussa Njoya: «Il y a des cas de figure où la suggestion ou la suspicion d'une intention de transmission dynastique du pouvoir a provoqué la colère des populations, et combinées à d'autres éléments ont contribué à la chute du régime», explique l'universitaire en citant les exemples de l'Égypte de Moubarak (1981-2011), de la Libye de Kadhafi (1969-2011) et même de l'Algérie de Bouteflika (1999-2019) avec des rumeurs ayant couru sur la transmission du pouvoir au profit de son petit frère Saïd à travers un poste de vice-Président créé par une révision de la constitution.

«Vous avez les cas où cela s'est plus ou moins bien passé. Il y a deux cas notables: le Togo et le Gabon. Ce sont justement ces passages en douce dynastiques qui ont tendance à faire des émules et alimenter les rumeurs. Ce qui se dit dans les coulisses est corroboré parfois par le positionnement des dauphins présumés. C'est ce qui fait qu'on impute à Denis Christel Sassou Nguesso, le fils du Président du Congo Brazzaville, des ambitions présidentielles, ou qu'on soupçonne le Président gabonais de mettre son fils Noureddine Bongo en orbite. Le cas de Teodoro Nguema Obiang Mangue qui serait le successeur confirmé de son père, est plus éloquent. Mais il faut dire que les successions dynastiques en Afrique généralement comme dans le monde tournent plutôt contre le régime en place», prévient l'analyste politique.

Pour l'instant au Cameroun, la question de la succession agite déjà les réseaux rivaux qui s'étripent sous cape au sein du système gouvernant. Cette affaire n'a fait que donner raison à aux observateurs et partis politiques de l'opposition qui redoutaient une transmission du pouvoir de gré à gré dans le clan du Président. Mais alors que le pays est déjà sérieusement divisé et son unité mise à rude épreuve, beaucoup redoutent une guerre pour le fauteuil présidentiel qui pourrait être source d'un nouveau conflit.

Sputnik